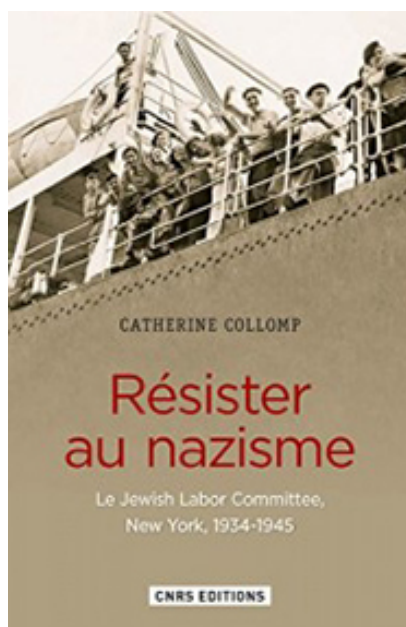


**Catherine Collomp, *Résister au nazisme. Le Jewish Labor Committee, New York, 1934-1945*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 312 p.**

**Zoé Grumberg**



L'ouvrage de Catherine Collomp vient combler une lacune. L'histoire du Jewish Labor Committee (JLC), formation socialiste américaine fondée à New York en 1934 « pour lutter contre le nazisme et l'antisémitisme en Europe et contre leurs répercussions aux États-Unis » (p. 5), est en effet restée dans l'ombre à de rares exceptions près<sup>1</sup>. Comment expliquer un tel silence, alors que le JLC a participé, à son échelle<sup>2</sup>, à la lutte contre le nazisme, au sauvetage de syndicalistes et de Juifs, et à la reconstruction de la vie juive européenne après-guerre ? On pourrait l'expliquer par la petite envergure de l'œuvre du JLC, « liée à la base sociale de son financement ainsi qu'à la mesure pragmatique des réalisations qu'il pouvait réaliser » (p. 15), contrairement à des organisations comme l'American Jewish Joint Distribution Committee (JOINT) qui ont fait l'objet de plusieurs études historiques<sup>3</sup>. Mais Catherine Collomp l'écrit : cela

« ne justifie pourtant pas un oubli ou un intérêt réduit » (p. 15).

L'idée qui s'est imposée dans l'historiographie américaine est celle de la relative indifférence du gouvernement américain et de l'opinion publique face au sort des Juifs en Europe, une incapacité à modifier une politique de quotas inadaptée au contexte de la Seconde Guerre mondiale et la lenteur des premières opérations de sauvetage. Il est vrai aussi que les syndicats américains, très isolationnistes, ont longtemps été

<sup>1</sup> Yehuda Bauer *American Jewry and the Holocaust, the American Jewish Joint Distribution Committee, 1939-1945*, Detroit, Wayne University Press, 1981 ; Moshe Gottlieb, *American Anti-Nazi Resistance, 1933-1941*, New York, Ktav, 1982 ; voir aussi la thèse récemment soutenue de Constance Pâris de Bollardièrre.

<sup>2</sup> Le JLC était en effet une organisation plus récente et bénéficiant de moins de moyens financiers et humains que des organisations juives américaines avec lesquelles il a coopéré : *l'American Jewish Committee* (1906), *l'American Jewish Congress* (1922) ou *l'American Jewish Joint Distribution Committee* (1914), par exemple.

<sup>3</sup> Voir pour l'ouvrage le plus récent : Laura Hobson-Faure, *Un « Plan Marshall juif ». La présence juive américaine en France après la Shoah, 1944-1954*, Paris, Armand Colin, 2013.

indifférents à la situation européenne. Il convient toutefois de noter que des « organisations juives, chrétiennes ou laïques et des individus ou associations (...) œuvrèrent contre vents et marées, et parfois contre le gouvernement américain, pour sauver des vies » (p. 10). C'est le cas du JLC dont l'histoire s'est pourtant longtemps heurtée à plusieurs obstacles. À de rares exceptions, l'organisation, encore active après-guerre, n'a jamais commémoré son action, ce qui n'a pas contribué à la faire entrer dans les mémoires. Certains rescapés ignoraient même à qui ils devaient leur survie. En outre, les archives du JLC, versées au centre Robert Wagner Labor Archives de New York University, ne sont consultables que depuis 1985 (classées et cataloguées dans les années suivantes) et la présence de sources en yiddish, allemand, russe, polonais, tchèque et italien ne facilite pas la lecture. Enfin, à la croisée de plusieurs types d'histoires – histoire juive américaine et histoire du mouvement ouvrier américain, histoire américaine et histoire européenne, histoire de la Shoah et de la Résistance –, l'étude du JLC a par ailleurs souffert d'une histoire syndicale américaine peu centrée sur « la position syndicale au sujet des relations internationales pendant les années 1930-1940 » (p. 240).

C'est en historienne de l'immigration et du mouvement ouvrier américain que Catherine Collomp s'est saisie de l'objet JLC. Ce dernier se distingue par sa nature complexe, qu'elle s'attache à présenter dans un premier chapitre. « Émanation du mouvement syndical, ni parti politique ni exactement organisation humanitaire, mais adoptant des fonctions de l'un et de l'autre » (p. 245), il est né dans le milieu juif yiddishophone des immigrants d'Europe centrale et orientale parvenus aux États-Unis au début du XX<sup>e</sup> siècle. Le mouvement ouvrier juif est alors organisé en de multiples associations « culturelles, professionnelles, politiques et de secours mutuels » (p. 17), particulièrement dynamiques dans le secteur syndical de la confection. La création d'un organisme permet de coordonner les initiatives de cette communauté ouvrière « dans l'objectif précis de lutter contre le nazisme en Europe, comme contre les formes d'antisémitisme aux États-Unis » (p. 17). Les parcours d'immigration de la plupart de ses fondateurs, originaires d'Europe orientale, les voyages et les relations personnelles et politiques qu'ils ont gardées en Europe leur font en effet prendre conscience très précocement de la menace nazie. C'est Baruch Charney Vladeck, activiste bundiste dans sa jeunesse en Russie tsariste, directeur administratif du quotidien en langue yiddish le *Jewish Daily Forward*, qui initie le mouvement.

Le Bund (l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie) est un mouvement socialiste juif, antibolchevique et antisioniste, créé à Vilnius (alors située dans la zone de résidence juive de l'Empire russe) en 1897. Attaché à la défense des travailleurs juifs et à leurs droits en Europe orientale ainsi que militant pour la reconnaissance de la nationalité juive et du yiddish comme langue des Juifs, il entre dans la clandestinité après la Révolution russe et nombre de militants sont contraints de fuir. Une partie d'entre eux s'installe aux États-Unis et leur double attachement, au socialisme et au monde juif, est inscrit dans les statuts fondateurs du JLC. C'est d'ailleurs l'anéantissement des mouvements ouvriers allemand et autrichien en 1933 et 1934 qui conduit le JLC à agir. Il prend ainsi contact avec le mouvement ouvrier américain – par l'intermédiaire de l'American Federation of Labor (AFL), jusqu'alors restée à l'écart du mouvement ouvrier international et soutenant la politique restrictive

de quotas du gouvernement américain – afin de coordonner des actions communes.

Toutefois, conscient de son influence limitée sur le gouvernement et sa politique migratoire, le JLC recentre rapidement son action. Les chapitres deux et trois de l'ouvrage sont ainsi consacrés à l'activité du JLC dans les années de montée du fascisme. Catherine Collomp y analyse d'abord la construction des liens internationaux entrepris par le JLC, qui souhaite ainsi lutter contre l'isolationnisme américain. Des contacts avec les mouvements ouvriers allemands, italiens, britanniques et espagnols sont ainsi mis en œuvre, donnant au JLC une dimension transnationale fondamentale pour son action durant la guerre. Sur le territoire américain, avec l'appui d'autres organisations juives – essentiellement issues de l'immigration yiddishophone –, le JLC lance des politiques d'opposition au nazisme : boycott des biens allemands et contre-olympiades en 1936 mobilisent ainsi une partie de l'opinion américaine et certaines organisations clefs du mouvement ouvrier. L'auteure s'attache à plusieurs reprises à incarner son propos – par le biais de courts récits de vie ainsi que par la consultation d'archives privées (papiers personnels, correspondances, etc.) – et à l'illustrer par des images d'archives (photographies, affiches). Toutefois, l'absence d'un véritable fil rouge fait parfois défaut à l'écriture et conduit à la juxtaposition d'idées.

La défaite de la France en juin 1940 et l'annexion de la Lituanie par l'Union soviétique, mettent en danger des réfugiés politiques désormais à la merci des nazis ou des Soviétiques. Des opposants à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste avaient en effet trouvé refuge en France tandis que des bundistes, qui avaient fui l'URSS de Staline ou la Pologne, se trouvaient en grand nombre à Kaunas (Kovno). Le JLC réussit alors « l'exploit administratif, humain et politique de sauver plusieurs centaines » d'entre eux, en obtenant « dans l'urgence des centaines de visas d'admission aux États-Unis (...) alors que la politique d'immigration américaine restait figée sur des positions depuis longtemps inadaptées à la situation internationale » (p. 99). Avec l'aide de l'AFL, d'acteurs fondamentaux en Europe (Frank Bohn et Varian Fry à Marseille ; l'ambassadeur du Japon en Lituanie) et d'organisations comme *l'Emergency Rescue Committee* (ERC), ce sont environ 1 500 personnes – syndicalistes, hommes politiques et leurs familles, dont beaucoup étaient juifs – qui parviennent aux États-Unis. Ce sauvetage « pragmatique » (p. 141) – le JLC savait qu'il n'obtiendrait de visas que pour les individus les plus connus –, réalisé entre juillet 1940 et fin 1941<sup>4</sup>, révèle ainsi les limites de l'action du JLC.

Mais ils ont une conscience aiguë de la situation dramatique des Juifs européens – les origines polonaises de beaucoup d'entre eux les y sensibilisent particulièrement – et ils cherchent tout autant à « publier, informer et agir » (p. 222) dans l'espoir de convaincre le gouvernement américain d'intervenir qu'à sauver des vies. En collaborant avec le JOINT et en menant des campagnes de levées de fonds actives, mobilisant de nombreux ouvriers américains, il offre une aide humanitaire aux réfugiés polonais et judéo-polonais en URSS (envois de colis alimentaires, de vêtements, etc.) et parvient à faire envoyer de l'argent à des contacts en Pologne afin

---

<sup>4</sup> Les sauvetages ont lieu alors que la Lituanie est occupée par l'URSS à la suite du Pacte germano-soviétique (qui prend fin en juin 1941 avec l'attaque allemande) et avant que les États-Unis n'entrent en guerre (en décembre 1941).

de faciliter l'achat d'armes pour le ghetto de Varsovie (chapitre six). Son aide va aussi à la Résistance polonaise socialiste (non juive) « dans l'espoir qu'un lien pourrait s'opérer entre Juifs et Polonais dans leur lutte, mais aussi par fraternité politique pour le Parti socialiste » (p. 219). Des « liens privilégiés » (p. 143) existent aussi avec la Résistance française socialiste ainsi qu'avec les mouvements ouvriers clandestins de l'Europe occupée (chapitre cinq), montrant que son action a toujours obéi « à sa double identité socialiste et juive » (p. 187).

Après la guerre, le JLC s'engage dans la reconstruction de la « vie juive, culturelle et laïque<sup>5</sup> » en sollicitant notamment les ouvriers américains. En France, un des premiers pays libérés, des subventions sont ainsi versées à diverses associations juives socialistes. Mais c'est l'aide aux enfants qui est la tâche la plus urgente et, informé par l'Œuvre de secours aux enfants (OSE) – soutenue financièrement par le JOINT –, le JLC finance des maisons d'accueil pour orphelins. En Pologne, l'aide humanitaire américaine « fut capitale pour la relève des survivants juifs dans l'après-guerre » (p. 231). Le génocide des Juifs d'Europe a aussi changé la position du JLC sur la Palestine – contrairement à celle du Bund de New York. Alors que l'essentiel de ses membres étaient opposés au sionisme avant-guerre, le JLC encourage désormais « l'aide à l'émigration vers la Palestine comme l'une des solutions de survie et de renouveau » (p. 234) et finance de telles initiatives.

Le livre de Catherine Collomp est une contribution importante à l'histoire de l'engagement américain face au nazisme. Si l'organisation a indubitablement participé à la lutte contre le nazisme, peut-être la qualification de son action mériterait-elle plus ample discussion. L'usage du verbe « résister » dans le titre de l'ouvrage nous semble en effet un peu rapide. Un court paragraphe d'introduction cherche à le justifier, notamment à partir du dernier ouvrage d'Olivier Wieviorka<sup>6</sup>, mais il nous semble insuffisant au regard de la riche historiographie sur la question. En outre, l'aide apportée par le JLC aux mouvements de résistance européens n'en fait pas *de facto* une organisation résistante. L'engagement du JLC – séparé de l'Europe en guerre par l'océan Atlantique – ne peut être comparé à celui des mouvements européens, dont les membres risquaient leur vie jour après jour. On pourrait aussi regretter que l'auteure n'ait pas développé la question de l'identité complexe du JLC. Dans l'introduction, elle mentionne pourtant la définition de « Juifs non juifs » proposée par Isaac Deutscher<sup>7</sup> et souligne la particularité des bundistes dont la judéité se trouve « transcendée, mais non effacée, par l'universalisme socialisme » (p. 10), contrairement à certains intellectuels juifs ou encore à une partie des Juifs communistes (avec qui il y aurait d'intéressantes comparaisons ponctuelles à mener). Cet ouvrage, qui manquait à l'historiographie sur le sujet, invite à d'autres travaux, qui pourraient compléter l'étude par un versant culturel – en analysant l'identité politique de l'organisation et de ses membres – ou transnational – en étudiant les liens transnationaux des organisations

---

<sup>5</sup> Session plénière du JLC, décembre 1944, appel pour lever un million de dollars « afin de porter secours aux survivants de la tragédie qui s'était abattue sur le peuple juif ». L'aide porte alors sur la France, libérée en août 1944.

<sup>6</sup> Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance : 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013.

<sup>7</sup> Isaac Deutscher, *The Non-Jewish Jew and other Essays*, ed. by Tamara Deutscher, Londres, Oxford, New York, Oxford University Press, 1968, p. 25-42.



***Histoire@Politique***, « Comptes rendus – ouvrages », [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)  
Mis en ligne le 12 novembre 2017

résistantes européennes. Il encouragera aussi peut-être de nouvelles recherches sur les États-Unis face au génocide des Juifs d'Europe.